

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 24 JANVIER 1929

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Projet de Loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1926 et antérieurs et à l'exercice 1927, et contenant une disposition relative au paiement des intérêts arriérés afférents à des indemnités pour dommages de guerre déjà réglées.

(Voir les nos 52, 177, 192, 207, 227, 233, 299, 315 (session de 1927-1928), 24, 34, 46 (1928-1929) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 19 décembre 1928 et le n° 36 (1928-1929) du Sénat.

Présents : MM. LAFONTAINE, président, DE CLERCQ, FRANÇOIS, MOYERSON, et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

D'après les règles de la comptabilité de l'État, les crédits supplémentaires doivent être sollicités de la législature, par le Gouvernement, dans le courant de l'année budgétaire, et si nous pouvons regretter qu'il n'en ait pu être ainsi pour les dépenses afférentes aux exercices 1926 et antérieurs, il ne peut être fait, pour les crédits supplémentaires sollicités par l'honorable Ministre des Finances pour 1927, aucun reproche relativement à la date tardive à laquelle le projet de loi est soumis à nos discussions; en effet, le projet a été déposé à la Chambre en décembre 1927 et ne nous a été transmis par elle que le 19 du mois dernier. C'était à la veille de notre départ en vacances et il n'eût pas été possible à votre Commission d'examiner la volumineuse documenta-

tion accumulée au cours de l'examen de ce projet à la Chambre. Étant donnés les nombreux amendements qui sont venus gonfler le projet primitif et rendent l'étude du document qui nous a été remis, réellement ardue, le Sénat trouvera, pour sa facilité, dans les tableaux ci-joints, la récapitulation exacte des crédits supplémentaires votés à l'unanimité, par la Chambre, le 19 décembre 1928 et dont votre Commission des Finances a l'honneur, par 3 voix contre 2, de vous demander également l'approbation.

Les crédits s'élèvent pour les budgets ordinaires à fr. 851,513,551.37; pour les budgets des recettes et dépenses extraordinaires à fr. 16,067,751.27; pour les dommages de guerre à fr. 812,786.04; pour les régies à fr. 23,845,417.05.

Les crédits compris dans le projet de loi se répartissent conformément aux tableaux ci-après :

BUDGETS ORDINAIRES :

	Exercices 1926 et antérieurs.	Exercice 1927.	Total.
Dette publique fr.	559 67	257,855,435 »	257,855,994 67
Dotations	10,000 »	656,149 14	666,149 14
Justice.	1,024,911 »	18,595,924 »	19,620,835 »
Affaires Etrangères	60,000 »	650,000 »	710,000 »
Intérieur et Hygiène. . . .	102,019 25	835,315 84	937,335 09
Sciences et Arts	4,168,586 38	14,977,481 27	19,146,067 65
Agriculture	65,692 25	462,010 »	527,702 25
Travaux publics	435,509 »	2,248,212 »	2,683,721 »
Industrie, Travail et Pré- voyance sociale	61,371,356 39	153,366,242 14	214,737,598 53
Colonies	13,297 35	80,920 »	94,217 35
Défense Nationale	5,453,275 09	1,488,000 »	6,941,275 09
Gendarmerie	»	850,000 »	850,000 »
Finances	5,299,576 69	13,429,945 01	18,729,521 70
Non-valeurs et Rembourse- ments	6,434,134 96	301,578,998 94	308,013,133 90
Ensemble, fr.	84,438,918 03	767,074,633 34	851,513,551 37

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

I. — Dépenses extraordinaires proprement dites :

	Exercices 1926 et antérieurs.	Exercice 1927.	Total.
Sciences et Arts fr.	220,989 52	327,617 14	548,606 66
Travaux publics	7,892,560 66	5,728,153 »	13,620,713 66
Industrie, Travail et Pré- voyance sociale	»	642,500 »	642,500 »
Colonies	»	15,000 »	15,000 »
Défense Nationale	15,930 95	225,000 »	240,930 95
Finances	430,000 »	570,000 »	1,000,000 »
Ensemble, fr.	8,559,481 13	7,508,270 14	16,067,751 27

H. — Dépenses non permanentes afférentes aux réparations des dommages de guerre.

	Exercices 1926 et antérieurs.	Exercice 1927.	Total.
Intérieur et Hygiène. . fr.	1,782 07	»	1,782 07
Agriculture	124,739 84	»	124,739 84
Travaux publics	81,332 »	450,000 »	531,332 »
Défense Nationale	117,216 54	»	117,216 54
Finances	37,715 59	»	37,715 59
Ensemble, fr.	362,786 04	450,000 »	812,786 04

BUDGET DES RÉGIES.

(*Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.*)

	Exercices 1926 et antérieurs.	Exercice 1927.	Total.
Dépenses d'exploitation fr.	12,308,737 60	8,986,679 45	21,295,417 05
Dépenses de premier établis- sement	2,550,000 »	»	2,550,000 »

Ces crédits comprennent une somme de 108,500,000 francs pour des dépenses afférentes à des exercices antérieurs dont il doit être fait abstraction si l'on veut porter une juste appréciation sur la gestion de l'exercice 1927, à laquelle elles sont étrangères.

Les chiffres n'en restent pas moins impressionnants par leur importance. Ce vaste accroissement de crédits répond-il à une réelle nécessité ? Le doute, à cet égard, tombe dès que l'examen porte sur le détail.

Et cet examen montre, au surplus, que, pour la grande masse, ces suppléments sont la conséquence de mesures décrétées par la législature elle-même.

Tel est le cas, notamment, pour les postes suivants :

Crédits venant en accroissement du budget de la Dette publique . . fr.	258,000,000
(Pensions de guerre et autres, 159,500,000 fr. Fonds des Combattants, 30,000,000).	
Frais de justice . . .	2,000,000
Frais d'entretien et de transport d'indigents .	13,000,000

Frais d'entretien, de couchage et d'habillement des détenus . . . fr.	1,000,000
Frais d'entretien des enfants de justice . .	800,000
Arriérés résultant de la péréquation des pensions	3,000,000
Pensions des ouvriers mineurs	1,200,000
Pensions de vieillesse . .	90,000,000
Compléments de pensions de vieillesse	47,176,000
Non-valeurs sur les impôts directs et taxes y assimilées	13,140,000
Restitution de droits indûment perçus et remboursement d'intérêts de retard en matière de contributions directes .	145,000,000
Restitutions de droits indûment perçus en matière d'enregistrement .	2,000,000
Versement à faire au fonds des communes . . .	10,338,998

Part des provinces et des communes dans le produit des impôts directs .	127,100,000
Solde à payer par la Belgique au Grand-Duché de Luxembourg . . .	4,000,000

Au total . . . fr.	717,754,998

Il s'agit, en l'espèce, de dépenses qui s'engagent d'elles-mêmes, en dehors de toute intervention de l'administration et pour lesquelles elle doit se borner à vérifier les droits acquis sans pouvoir en contester le principe ni en diminuer le chiffre.

Jadis, les crédits y affectés étaient *non limitatifs* et l'excédent de la dépense se régularisait dans la loi des comptes.

Ce régime, en cas d'augmentation passagère des dépenses, avait pour avantage de ne pas entraver leur ordonnancement et de maintenir la comparabilité des budgets.

A remarquer aussi que ces dépenses ne peuvent être évaluées qu'après services faits et à une époque forcément très rapprochée de la clôture de l'exercice.

Le total des suppléments proposés se trouve aggravé dans une forte proportion par le crédit de 137,500,000 francs représentant le supplément revenant aux provinces et aux communes dans la plus-value de l'impôt sur le revenu. Au fond, il est destiné à permettre un simple transfert de recette et ne constitue pas une véritable dépense. Si elle est considérée comme telle, il est à observer qu'elle porte avec elle les voies et moyens pour y faire face. Au surplus, elle constitue plutôt un indice favorable en ce sens qu'elle témoigne d'un accroissement des ressources de l'État.

Les suppléments afférents aux autres crédits reconnus insuffisants représentent une surcharge relativement peu importante.

En les passant en revue, on constate qu'ils se rapportent, pour la plupart, à des dépenses d'ordre matériel auxquelles il y a lieu d'assimiler les frais de tournées qui constituent de simples remboursements de débours.

Les accroissements de crédits qu'elles exigent n'ont rien de surprenant en raison de la hausse des prix qui fatalement devait leur faire subir son influence.

Beaucoup de ces augmentations peuvent être considérées comme modestes par rapport au crédit voté et comparativement à l'ascension de l'index.

Cette situation tend à faire supposer qu'un sérieux effort a été fait pour maintenir les dépenses dans la limite qui leur avait été assignée.

En conclusion, la vérité commande de reconnaître qu'il ne peut être fait grief au Gouvernement de s'être trouvé dans l'obligation de solliciter des crédits supplémentaires pour un montant aussi élevé.

Grâce aux plus-values de recettes, l'équilibre du budget ne sera pas compromis et quant aux dépenses extraordinaires, la situation du Trésor permet de les couvrir sans recourir à l'emprunt.

Il ne reste, dans ces conditions, qu'à adopter le projet de loi tel qu'il est présenté.

Le Rapporteur, Le Président,
Bon DE MÉVIUS. H. LAFONTAINE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 24 JANUARI 1929.

Verslag uit naam van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp waarbij regelingen veroorloofd en bijkredieten verleend worden voor uitgaven betrekking hebbende op de dienstjaren 1926 en vroegere en op het dienstjaar 1927, en houdende eene bepaling betreffende de betaling der achterstallige interesten in verband met voor oorlogsschade reeds geregelde vergoedingen.

Zie de n^{os} 52, 177, 192, 207, 227, 233, 299, 315 (zitting 1927-1928), 24, 34, 46 (1928-1929) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 19 December 1928 en n^o 36 (1928-1929) van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LAFONTAINE, voorzitter; DE CLERCQ, FRANÇOIS, MOYERSOEN en BARON DE MÉVIUS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Volgens de regelen van de rekenplichtigheid van den Staat, moeten de aanvullende kredieten door de Regeering aan de wetgeving worden aangevraagd binnen het begrootingsjaar, en zoo wij kunnen betreuren dat dit niet het geval is geweest met de uitgaven in verband met de dienstjaren 1926 en vroegere, zoo geldt dit niet voor de aanvullende kredieten die door den Minister van Financiën voor 1927 worden aangevraagd, wat geschiedde in December 1927. Doch de Kamer heeft ze ons pas op 19 der vorige maand overgemaakt. Dit was aan den vooravond van het reces en Uwe Commissie had dit lijvig ontwerp niet vroeger

kunnen onderzoeken en daarover verslag uitbrengen. Gelet op de talrijke amendementen die het oorspronkelijk ontwerp zijn komen aanvullen en zijn onderzoek bemoeilijken, zoo zal de Senaat in bijgaande tabellen de juiste opgave van de aanvullende kredieten vinden, die door de Kamer eensgezind op 19 December werden aangenomen en die Uwe Commissie, met 3 tegen 2 stemmen, U eveneens verzoekt goed te keuren.

Zij bedragen voor de gewone begrootingen fr. 851,513,551-37; voor de begrootingen der buitengewone ontvangsten en uitgaven fr. 16,067,751-27; voor de oorlogsschade fr. 812,786-04; voor de Staatsbedrijven fr. 23,854,417-05.

De kredieten in het wetsontwerp begrepen worden als volgt verdeeld :

GEWONE BEGROOTINGEN.

	Dienstjaar 1926 en vroegere.	Dienstjaar 1927.	Totaal.
's Lands schuld . . . fr.	559 67	257,855,435 »	257,855,994 67
Dotaties	10,000 »	656,149 14	666,149 14
Justitie.	1,024,911 »	18,595,924 »	19,620,835 »
Buitenlandsche Zaken . .	60,000 »	650,000 »	710,000 »
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . . .	102,019 25	835,315 84	937,335 09
Kunsten en Wetenschappen.	4,168,586 38	14,977,481 27	19,146,067 65
Landbouw.	65,692 25	462,010 »	527,702 25
Openbare Werken . . .	435,509 »	2,248,212 »	2,683,721 »
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg	61,371,356 39	153,366,242 14	214,737,598 53
Koloniën	13,297 35	80,920 »	94,217 35
Landsverdediging. . . .	5,453,275 09	1,488,000 »	6,941,275 09
Gendarmerie	»	850,000 »	850,000 »
Financiën	5,299,576 69	13,429,945 01	18,729,521 70
Onwaarden en Terugbeta- lingen	6,434,134 96	301,578,998 94	308,013,133 90
Totaal, fr.	84,438,918 03	767,074,633 34	851,513,551 37

BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN.

1. — *Eigenlijke buitengewone uitgaven.*

	Dienstjaar 1926 en vroegere.	Dienstjaar 1927.	Totaal.
Kunsten en Wetenschap- pen fr.	220,989 52	327,617 14	548,606 66
Openbare Werken. . . .	7,892,560 66	5,728,153 »	13,620,713 66
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg	»	642,500 »	642,500 »
Koloniën	»	15,000 »	15,000 »
Landsverdediging. . . .	15,930 95	225,000 »	240,930 95
Financiën	430,000 »	570,000 »	1,000,000 »
Totaal, fr.	8,559,481 13	7,508,270 14	16,067,751 27

II. — *Niet bestendige uitgaven betreffende vergoeding voor oorlogsschade.*

	Dienstjaar 1926 en vroegere.	Dienstjaar 1927.	Totaal.
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . . fr.	1,782 07	»	1,782 07
Landbouw.	124,739 84	»	124,739 84
Openbare Werken. . . .	81,332 »	450,000 »	531,332 »
Landsverdediging. . . .	117,216 54	»	117,216 54
Financiën	37,715 59	»	37,715 59
Totaal, fr.	362,786 04	450,000 »	812,786 04

BEGROOTING DER STAATSBEDRIJVEN.

(Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.)

	Dienstjaar 1926 en vroegere.	Dienstjaar 1927.	Totaal.
Exploitatie-uitgaven. . fr.	12,308,737 60	8,986,679 45	21,295,417 05
Uitgaven voor eerste inrich- ting	2,550,000 »	»	2,550,000 »

Deze kredieten bevatten een som van 108,500,000 frank voor uitgaven die behooren bij vroegere dienstjaren, waarmee men geen rekening moet houden, indien men een juiste beoordeeling wil maken van het beheer over het dienstjaar 1927, waar zij buiten vallen.

De getallen maken niettemin indruk wegens hun hoog bedrag. Beantwoordt deze ruime kredietverhoging aan een ware behoefte? De twijfel valt in dit opzicht weg zoodra men de onderdeelen onderzoekt.

Dit onderzoek toont bovendien aan dat meest al deze verhoogingen het gevolg zijn van maatregelen door de wetgeving zelf uitgevaardigd.

Dit is namelijk het geval voor de volgende posten :

Kredieten die ter vermeerdering komen van de Begrooting van 's Lands schuld . . fr. 258,000,000 (Oorlogsrenten en andere, 159,500,000 frank, Strijdersfonds, 30,000,000 fr.).

Gerechtskosten	2,000,000
Kosten van onderhoud en vervoer van onvermogen- den.	13,000,000
Kosten van onderhoud, bed- degoed en kleeding van de gevangenen. . . .	1,000,000
Kosten van onderhoud der regeringskinderen . .	800,000
Achterstal wegens perequa- tie der pensioenen. . .	3,000,000
Mijnwerkerspensioenen. .	1,200,000
Ouderdomspensioenen . .	90,000,000
Aanvullende ouderdomspen- sioenen.	47,176,000
Onwaarden op de rechtstreek- sche belastingen en daar- mee gelijkgestelde taxes .	13,140,000
Teruggave van ten onrechte geinde rechten en terug- betaling van interesten wegens vertraging in zake rechtstreeksche belasting- gen.	145,000,000

Teruggave van ten onrechte geinde rechten in zake registratie fr.	2,000,000
Stortingen te doen bij het gemeentefonds	10,338,998
Aandeel der provinciën en der gemeenten in de op- brengst van de recht- streeksche belastingen .	127,100,000
Saldo door België aan het Groot-Hertogdom Luxem- burg te betalen	4,000,000
Totaal, fr.	717,754,998

Het betreft hier uitgaven die van zelf worden betaalbaar gesteld, buiten elke tussenkomst van het bestuur en waarvoor het zich enkel erbij moet bepalen de verworven rechten na te gaan zonder het beginsel te mogen betwisten noch het bedrag verminderen.

Vroeger waren de toegekende kredieten niet beperkt en het overschot van de uitgave werd in de rekeningen geregeld.

In geval van tijdelijke verhooging der uitgaven leverde dit het voordeel op het opmaken van het betaalbevel niet te stremmen en de begrootingen steeds te kunnen vergelijken.

Op te merken valt dat deze uitgaven pas naderhand kunnen worden geraamd en op een tijdstip dat de sluiting van het dienstjaar zeer nabij komt.

Het totaal der voorgestelde uitgaven wordt in merkelijke mate verhoogd met het krediet van 137,500,000 frank, wat het saldo vertegenwoordigt dat aan de provinciën en gemeenten ten goede komt uit de belasting op het inkomen. In den grond moet het dienen om een gewone overdracht van ontvangst mogelijk te maken en is het geen eigenlijke uitgave. Moest dit als zoodanig worden

aangezien, dan valt op te merken dat het in zich de middelen sluit om daarin te voorzien. Bovendien is het veeleer een gunstig voorteecken in dezen zin dat het doet blijken van een verhooging van de inkomsten van den Staat.

De aanvullingen van de overige kredieten die ontoereikend bleken vertegenwoordigen een betrekkelijk geringen overlast.

Als men ze nagaat stelt men vast dat zij voor het meerendeel betrekking hebben op uitgaven van stoffelijken aard, waarmede moeten worden gelijkgesteld de kosten van omreizen, die eenvoudig terugbetalingen van voorschotten zijn.

De verhoogingen van kredieten die zij medebrengen zijn niet verrassend, wegens de stijging der prijzen die noodlottig haren invloed doet voelen.

Vele dezer verhoogingen zijn gering in verhouding tot het toegestaan krediet en de stijging van het index-cijfer.

Dergelijke toestand laat veronderstellen dat een ernstige poging werd gedaan om de uitgaven binnen de gestelde grenzen te houden.

Tot besluit moet worden erkend dat men de Regeering niet verwijten mag in de noodzakelijkheid te verkeerren zoo hooge aanvullende kredieten aan te vragen.

Dank de hoogere ontvangsten geraakt de Begrooting niet in onevenwicht en kunnen de buitengewone uitgaven door de Schatkist worden gedekt zonder eenige leening aan te gaan.

Er blijft dus niets anders over dan het ontwerp goed te keuren zooals het werd overgemaakt.

De Verslaggever, *De Voorzitter,*
Bon DE MÉVIUS. H. LAFONTAINE.